



Conseil économique et social

Distr. générale
3 décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixantième session

14-24 mars 2016

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session

extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée

« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Asia Pacific Forum on Women, Law and Development, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

L'adoption des objectifs de développement durable marque une étape importante dans l'engagement des gouvernements à s'employer de concert à lutter contre l'inégalité sociale et économique, notamment l'inégalité entre les sexes, et à promouvoir un modèle de développement plus juste et plus durable. Vu les crises multiples et enchevêtrées qui minent les moyens de subsistance des femmes et des filles à travers le monde, notamment les changements climatiques résultant de l'extraction et de la surconsommation, la montée des fondamentalismes et l'instabilité financière et économique à l'échelle mondiale, la mise en œuvre de ces engagements est impérieuse, de même que la volonté résolue de s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité.

Mise en œuvre et responsabilités

L'adoption du Programme 2030 n'est pas la première démarche à traduire l'engagement des gouvernements à lutter contre les inégalités et à mettre fin à la discrimination et aux violations systématiques des droits des femmes. L'année 2015 marque le 20^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, un programme mondial beaucoup plus étendu et plus détaillé pour la réalisation des droits des femmes et des filles. Pourtant, comme l'on fait observer Asia Pacific Forum on Women, Law and Development et d'autres mouvements féminins, à maintes reprises, les gouvernements n'ont guère réussi à traduire la rhétorique du Programme d'action de Beijing en réalité tangible.

Les gouvernements doivent encore convaincre les mouvements de femmes qu'ils conçoivent les objectifs de développement durable différemment. En premier lieu, le processus d'élaboration d'indicateurs pour les objectifs et les cibles a fait ressortir une claire intention de réduire et d'altérer certaines des cibles les plus ambitieuses, notamment celles de l'objectif 5 sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi que les cibles qui mesurent l'accès des femmes au travail décent et celles sur l'inégalité économique. Les organisations de la société civile a été largement exclue de l'élaboration de ces indicateurs, alors que c'est elles qui finiront par définir les priorités des gouvernements dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

En second lieu, les gouvernements n'ont pas réussi à mettre en place un processus solide pour rendre compte de leurs engagements au titre des objectifs de développement durable. Au lieu de cela, le processus de suivi et d'évaluation en place consiste en des présentations volontaires par les États sur les progrès accomplis dans le cadre du Programme. Cela n'a même pas permis d'atteindre le niveau de rigueur et de responsabilité que l'on trouve dans d'autres processus de l'ONU tels que le Conseil des droits de l'homme. Si on a accordé beaucoup d'importance au rôle de la société civile dans le contrôle des progrès accomplis par les gouvernements, cela est difficile à concilier avec une érosion graduelle de l'espace pour les mouvements féminins dirigés par des gouvernements répressifs et des forces conservatrices dans de nombreux pays et communautés.

Financement des objectifs de développement durable

Un autre obstacle majeur à la mise en œuvre des objectifs de développement durable est le manque d'engagement des gouvernements au financement. Sans un

financement suffisant pour la mise en œuvre d'un programme qui devrait coûter au moins 3000 milliards de dollars par an, les objectifs de développement durable resteront des engagements uniquement sur papier. L'absence de volonté politique pour financer le Programme était manifeste à l'issue de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui n'a pas réussi à offrir les moyens de mise en œuvre du nouveau Programme. Elle n'a abouti à aucun nouvel engagement financier, en dépit du déficit majeur dans le financement du développement. Ce déficit n'est pas seulement dû au manquement délibéré des pays développés à leur obligation de consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement, mais aussi à l'architecture financière, commerciale et fiscale mondiale qui prive les pays en développement de leurs ressources, notamment par le biais des flux financiers illicites qui coûtent à ces pays jusqu'à dix fois le montant qu'ils reçoivent au titre de l'aide. Cela bafoue le Partenariat mondial pour le développement énoncé dans l'objectif des moyens de mise en œuvre et que les gouvernements se sont engagés à défendre depuis la Déclaration du Millénaire il y a 15 ans. Bien des cibles des objectifs de développement durable ayant trait aux droits des femmes exigent la fourniture de services et d'infrastructures sociaux et économiques, tels que la protection sociale universelle, la santé, l'éducation et les structures d'accueil pour les enfants. En l'absence de financement, il sera pratiquement impossible pour les gouvernements, en particulier ceux des pays en développement, d'honorer leurs engagements nationaux.

Nécessité d'un changement structurel

Même si les gouvernements devaient s'employer de bonne foi à mettre en œuvre les engagements au titre des objectifs de développement durable, il est difficile d'expliquer comment cela pourrait donner lieu aux réformes structurelles nécessaires pour infléchir un modèle économique et financier mondial inéquitable par essence. Les problèmes de la concentration des femmes dans des formes de travail d'exploitation et vulnérables; de la perte de leurs terres au profit d'entreprises et de gouvernements qui ne sont motivés que par la recherche du profit; et la destruction des environnements dont elles dépendent pour leur subsistance ne seront pas réglés avec des orientations allant dans le sens des politiques prônées par des gouvernements puissants et des institutions financières internationales au cours des deux dernières décennies. En tout état de cause, les objectifs de développement durable défendent le même programme de libéralisation des échanges, de privatisation et de financiarisation qui a engendré des niveaux d'inégalité sans précédent à l'intérieur des pays et entre pays. Encore plus inquiétant est le rôle substantiel que le Programme à l'horizon 2030 confie aux grandes entreprises dans le financement et la réalisation des objectifs de développement durable, en dépit du rôle central que le secteur privé a récemment joué dans la précipitation de la crise climatique et de la crise financière mondiale; des preuves que les partenariats public-privé dans l'aide au développement ne fonctionnent pas; et du rôle que le secteur privé continue de jouer pour saper les tentatives visant à aligner ses activités sur les normes contraignantes en matière de droits fondamentaux. De plus, le Programme salue le rôle du secteur privé en l'absence de cadres contraignants pour veiller à ce que les entreprises ne violent pas les droits de l'homme ou n'exacerbent pas la vulnérabilité financière des gouvernements.

Il est donc clair que les objectifs de développement durable ne suffiront pas pour offrir à eux seuls un modèle de développement qui permette de remédier à la concentration de la richesse, du pouvoir et des ressources entre les mains d'une minorité; à la destruction constante de notre planète; et aux niveaux persistants et ancrés d'inégalité auxquels sont confrontées les femmes et les filles dans tous les aspects de leur vie. Le mouvement féminin en Asie et dans le Pacifique se fera le défenseur des objectifs et des cibles qui feront progresser les droits des femmes et l'égalité des sexes, notamment les engagements pris pour assurer l'accès des femmes à la terre; valoriser et partager le travail non rémunéré; assurer aux femmes un travail décent; et réduire les inégalités. En effet, sans un mouvement féminin au niveau local, il est peu probable que ces cibles soient atteintes, d'autant qu'il a été démontré que les mouvements féministes autonomes sont les principaux moteurs de la politique progressiste sur les droits des femmes au niveau national.

Cela étant, nous estimons que pour atteindre un modèle de développement véritablement équitable et durable, les gouvernements doivent s'engager en faveur d'une justice en matière de développement qui nécessite cinq changements en profondeur :

- La justice de répartition, qui nécessite une distribution de la richesse, du pouvoir et des ressources entre les pays développés et ceux en développement.
- La justice économique, qui vise à développer des économies qui offrent des moyens de subsistance et un travail décent et digne pour tous.
- La justice sociale et de genre, qui vise à éliminer toutes les formes de discrimination, de marginalisation et d'exclusion.
- La justice écologique, qui reconnaît la responsabilité historique des pays développés et des élites dans les pays dont la production et les modes de consommation ont causé d'importantes dégradations à l'environnement et les violations des droits de l'homme qui en découlent.
- La reddition de comptes aux peuples, ce qui nécessite une gouvernance démocratique et juste qui permette aux personnes de prendre des décisions éclairées qui concernent leur propre vie.
